**Camp antinucléaire international Armissan août 2018**

Les rencontres d'été internationales antinucléaires ont eu lieu cette année en France, à Armissan près de Narbonne. Le lieu n'a pas été choisi par hasard, à proximité de l'usine ORANO-MALVESI (ex AREVA-MALVESI), porte d’entrée de la chaîne industrielle du nucléaire en France, responsable de pollution chimique et radioactive depuis 50 ans. A l'heure où le préfet de l'Aude a autorisé au printemps le démarrage du projet de traitement des déchets chimiques de l'usine, dit procédé THOR, projet fortement contesté par la population et les associations locales, un tel événement dans ce lieu prenait un sens tout particulier.

Organisées par Nuclear Heritage et Sortir du nucléaire 11, ces rencontres représentaient un gros défi pour les militants audois, qui se sont surpassés durant toute la semaine pour la réussite de l'événement.

Un camp autogéré demande en effet organisation et logistique, préparées de longue date : chacun y trouve sa place dans une ambiance conviviale. Sans sentir la fatigue et malgré la canicule du début de semaine, les participants ont profité de tous les instants : enrichissement lors des ateliers participatifs, repas bio de qualité, soirées musicales sous les étoiles, projections de films et belles rencontres entre militants et militantes du monde.

Dès le début de la semaine, une petite visite sur l’oppidum qui surplombe l'usine a permis aux participants de se faire une idée de la réalité des bassins de décantation dans lesquels stagnent déchets chimiques et radioactifs. Bien que l'usine soit fermée à cette période, la gendarmerie, rapidement informée et rendue sur les lieux, a procédé à des contrôles d'identité de tous les présents.

Comme pour rappeler qu'en matière de nucléaire, tout est toujours sous contrôle policier.

La présentation de l'usine a été réalisée par Bruno Chareyron de la CRIIRAD et un dépliant réalisé en juin 2018 par ADN34, SDN11, et Greenpeace34, destiné à être diffusé massivement sur la région, permettra de faire connaître au grand public l'historique de l'usine et sa place dans l'industrie nucléaire.

Tout au long du séjour, les ateliers, de très bonne facture, ont permis de connaître des problématiques particulières liées au nucléaire dans divers pays et continents : Amérique Latine, Turquie, Inde, Belgique, Russie.

Michiko Yoshi, professeure à l'université d'Okinawa, a expliqué comment la mobilisation de populations locales et de « notables », intellectuels, professeurs, dans le contexte post Fukushima, a réussi à empêcher la construction de deux centrales nucléaires au Vietnam.

Leona Morgan et Eileen Shaughnessy, intervenantes au sein du Nuclear Issues Study Group (NISG) ont présenté l'oppression néo-coloniale liée au nucléaire subie par les peuples indigènes au Nouveau Mexique, région riche en mines d'uranium, où a été imposée, en territoire Navajo, une décharge de déchets chimiques et radioactifs, à ciel ouvert, sans aucune information des populations locales1[[1]](#footnote-1).

Entre France et Allemagne, Laura Hameaux, du réseau sortir du nucléaire, et Cécile Lecomte, ont développé la question des transports de matières nucléaires, qui sillonnent routes et voies ferrées d'Europe et montré des exemples d'actions visibles et spectaculaires de blocages de ces transports afin d'alerter l'opinion publique. Les films des blocages de transports chargés d'UF4 au sortir de l'usine de Malvesi (camion en 2014, train en 2017) en ont donné une illustration locale. Bruno Chareyron de la CRIIRAD a, lui aussi, mis le focus sur les mesures de radioactivité à proximité de camions chargés de matières radioactives.

Ces rencontres antinucléaires ont donné également une place aux travailleurs de la filière nucléaire, avec une volonté de créer du dialogue et des liens entre les deux mondes, celui des travailleurs et celui des militants antinucléaires. Michel Leclerc, ex travailleur d'un sous traitant d'AREVA à Malvesi, victime d'une leucémie reconnue maladie professionnelle, a exposé son combat juridique contre l'industrie nucléaire depuis 25 ans. Gilles Reynaud, comme 80% des travailleurs de l'industrie nucléaire, est salarié d'une entreprises sous traitante d'ORANO sur le site du Tricastin depuis 32 ans. Auditionné au printemps par la commission d'enquête parlementaire sur la sécurité et la sûreté des installations nucléaires en tant que président de l'association « ma zone contrôlée », il a fait état de la dégradation des conditions de travail, de l'incidence directe sur la qualité du travail produit et par voie de conséquence sur la sécurité des installations. Quelques temps après son audition, il a été mis à pied durant huit jours par son employeur pour des faits remontant à 2014 liés à son activité associative d'information du grand public. [Une pétition de soutien est en ligne](https://www.change.org/p/association-ma-zone-contr%C3%B4l%C3%A9e-mise-%C3%A0-pied-5-jours-pour-avoir-t%C3%A9moigner-sous-serment?utm_source=embedded_petition_view)

Mariette Gerber, ex médecin-chercheuse à l'INSERM, bien connue localement pour son engagement au sein du COVIDEM (Comité de Vigilance sur les Déchets de Malvesi), a présenté trois études épidémiologiques, dont l'une a été réalisée auprès de 320000 travailleurs de la filière en France, Grande Bretagne et USA de 1968 à 2004 (étude INWORKS). Cette étude a prouvé le facteur de risque pour le développement de cancers du fait d'une exposition externe aux radiations, même à faibles doses, telle que la subissent les travailleurs du nucléaire. L'étude GEOCAP, portant sur 30000 enfants de 0 à 15 ans, entre 2002 et 2007, a mis en lumière le risque multiplié par deux de développer une leucémie infantile pour les enfants vivant à moins de cinq kilomètres d'une centrale. Elle a enfin posé l'hypothèse, à travers les résultats de l'étude SOULAINE, d'un effet cocktail entre la proximité de matières à faible et moyenne activité radioactive et d'autres facteurs à risques (tabac, amiante, radon...) sur le développement de cancers du poumon. Cette piste reste à explorer.

La question des déchets, cruciale pour l'industrie nucléaire aujourd’hui dans le monde entier, tant le volume des déchets radioactifs pose un problème insoluble, non pensé et non provisionné financièrement, était bien sûr omniprésente et transversale à tous les ateliers. Les militants de Bure, à travers un film, ont présenté un historique de la lutte, et fait un point sur l'état actuel des actions diverses, en particulier juridiques. Les participants non français ont été impressionnés par l'ampleur de la répression de cette lutte vis à vis des militants.

Les dates choisies pour cette semaine antinucléaire imposaient de donner une place toute particulière au nucléaire militaire. Les commémorations des bombardements sur Hiroshima et Nagasaki, les 6 et 9 août 1945, ont donné lieu à d'émouvantes cérémonies : un groupe de japonais l'a célébré par des prières, chants et danses. Toshiya Morita, journaliste indépendant et fils de survivant, a animé un atelier sur les dégâts cachés de la bombe atomique et la situation actuelle au Japon. Lors du bilan final du camp, il a pu exprimer l'émotion qu'il a ressentie lorsqu'une militante amérindienne du Nouveau Mexique lui a présenté des excuses pour Hiroshima, paroles chargées d'une intense symbolique.

Le groupe Arrêt du nucléaire 34 a participé activement à la thématique du nucléaire militaire, tout d'abord par un atelier, animé par Didier Latorre. Celui-ci a rappelé que, malgré le danger et l'inefficacité contre les menaces actuelles (terrorisme, guerres civiles, cyberattaques...), les puissance nucléaires entretiennent et modernisent leur arsenal (15000 bombes sont présentes sur terre dont 2000 en état d'alerte). Le gaspillage d'argent public est massif : 100 milliard d'euros par an à l'échelle du monde. La France possède 300 ogives nucléaires, et y consacre 4 milliard par an (6,5 milliards à l'horizon 2025).

Le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN), porté par 122 pays à l'ONU en juillet 2017, entré dans la phase de ratification par chaque état, représente un espoir de pression sur les pays détenteurs de la bombe, qui ont joué la chaise vide lors des débats et des votes. C'est à présent aux populations de ces pays de faire pression sur leur gouvernement, en s'appuyant sur ce traité. L'ONG qui l'a porté, ICAN, a reçu le prix Nobel de la paix en 2017.

Sur ce même thème, le groupe ADN34 a également été à l'initiative de l'organisation d'une action, où l'on a vu le ballon en forme d'ogive se déplacer tranquillement dans le ciel de Narbonne plage ([vidéo France 3](https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/aude/aude-narbonne-militants-du-monde-entier-disent-non-au-nucleaire-1525192.html)).

Les participants à ces rencontres antinucléaires ont pu mesurer les inter-relations de l'industrie nucléaire dans le monde entier, de la mine aux déchets, en passant par les transports, ainsi que l'imbrication entre les nucléaires civil et militaire.

Des liens tissés entre militants permettront de renforcer les solidarités dans les luttes et d'imaginer d'autres événements antinucléaires dans les mois et les années à venir. Localement, les liens encore renforcés entre ADN34 et SDN11 à l'occasion de ce camp, vont susciter interventions et actions communes autour de Malvesi.

1. nuclearnewmexico.com et nonuclearwaste.org [↑](#footnote-ref-1)